

ECONOMIE DE MARCHÉ

1 PRÉSENTATION

Marché, économie de, terme employé pour désigner une économie où les prix et les quantités produites sont essentiellement le fruit de la confrontation de l'offre et de la demande. Cette notion est opposée à celle d'économie centralisée. Le débat sur l'économie de marché est récurrent et renvoie à celui du rôle de l'État.

2 LE RÔLE DE L'ÉTAT

En premier lieu, la nature des activités qui doivent relever de la responsabilité de l'État plutôt que des individus donne lieu à une grande variété d'interprétations et dépend pour une grande part de la perception qu'ont les individus de la notion de droit fondamental. Si l'on considère que le droit d'être protégé est un droit fondamental, l'État devra rendre ce droit effectif par la création de services d'ordre. L'État n'a pas, en revanche, de devoir de protection envers certains intérêts particuliers, ce qui peut laisser place à un secteur marchand de la sécurité. Des entreprises privées fournissent ainsi de nombreux services de surveillance, mais n'ont pas un rôle de protection générale des citoyens. Il est en fait difficile de tracer une frontière exacte entre ce qui relève ou devrait relever de la responsabilité de l'État et ce qui est, (ou) devrait être, du domaine du marché. Le secteur médical pose le même type de problème : tout individu peut recourir à des services médicaux privés, mais dans un grand nombre de pays on estime que l'État doit garantir à tous les citoyens l'accès aux soins quels que soient leurs revenus en raison de l'existence d'un droit à la vie, voire d'un droit à la santé. Les mêmes considérations peuvent également s'appliquer à l'éducation, à la culture ou à diverses autres activités. Dans un grand nombre de pays où prévaut une économie de marché, l'État peut être responsable d'autres activités telles que le transport ferroviaire, les services postaux, la production et la distribution de gaz et d'électricité, etc. Ce secteur public est particulièrement important en France, mais il est d'un poids nettement moindre aux États-Unis, par exemple. Quand ce type d'activité relève du secteur privé, elles sont le plus souvent soumises à une réglementation étatique visant à empêcher que ces situations de monopole n'entraînent des profits excessifs.

3 LES LIMITES

La liberté dont jouissent les secteurs privés de l'économie est la plupart du temps, encadrée par une réglementation. Elle correspond à une conception philosophique et politique largement acceptée selon laquelle il est nécessaire de restreindre la liberté des individus lorsque l'exercice de celle-ci risque de porter préjudice à celle des autres. La liberté économique est en particulier limitée par le devoir de respecter la propriété d'autrui ou les engagements contractuels.

Néanmoins, la réglementation de l'État va généralement beaucoup plus loin, afin d'assurer la prééminence des droits fondamentaux. La liberté de recrutement des entreprises est ainsi soumise à l'interdiction de faire travailler des enfants ou de recourir à l'esclavage. Elles ne peuvent commercialiser des produits dangereux pour la santé des consommateurs, bien que ceux-ci soient libres de consommer ce qu'ils veulent. Elles ne peuvent non plus émettre des substances toxiques dans l'atmosphère ou dans les cours d'eau.

Ainsi, parce que les points de vue divergent sur la nature des activités qui doivent être exercées par l'État et sur l'étendue de la réglementation applicable au secteur privé, il est difficile d'élaborer une définition objective ou normative de l'économie de marché. La réalité que recouvre l'expression « économie de marché » peut ainsi varier fortement entre les différents pays qui s'en réclament. On peut toutefois estimer qu'il n'existe pas d'économie de marché pure, c'est-à-dire exempte de toute intervention de l'État. La difficulté d'élaborer un modèle de l'économie de marché est en outre exacerbée par les controverses relatives à ses bienfaits.

4 LES ASPECTS POSITIFS

Dans la philosophie occidentale, on considère en effet qu'une société est bonne si les individus supportent et acceptent la responsabilité de leurs actes, ce qui suppose de leur laisser une grande responsabilité en matière économique, d'autant plus nécessaire qu'elle serait l'un des garants de la liberté politique. La tradition libérale veut également que la liberté soit plus efficace du point de vue économique, car, en poursuivant des intérêts propres et apparemment sans cohérence entre eux, les individus permettent d'atteindre une situation collective optimale grâce au mécanisme de marché (c'est la théorie de la main invisible d'Adam Smith). En effet, le marché permet une allocation optimale des ressources en les orientant vers les usages les plus productifs et incite les entreprises à produire les biens et services qui correspondent à une demande des consommateurs tout en maximisant leur profit. L'intervention de l'État est considérée avec suspicion et, sans être totalement exclue, elle doit être limitée

à certains cas précis. Cette analyse a été récemment confortée par l'effondrement du bloc communiste. L'état de délabrement des économies socialistes a mis en évidence les effets économiques néfastes d'une intervention excessive de l'État qui s'appuyait sur la propriété collective des moyens de production et la centralisation et planification de l'économie.

5 LES ASPECTS NÉGATIFS

A contrario, l'économie de marché est souvent critiquée pour l'injustice qu'elle entraîne en termes de répartition de revenus et pour son absence de préoccupation humanitaire visant à soulager la pauvreté. Le libéralisme qui prévalait au XIX^e siècle a ainsi été tempéré par l'élaboration de systèmes de protection sociale durant le XX^e siècle et plus particulièrement après la Seconde Guerre mondiale. Il est également reproché à l'économie de marché de permettre une vaste accumulation de richesses au bénéfice d'un petit nombre dont les intérêts et le poids économique peuvent porter atteinte à la liberté publique. C'est pourquoi l'existence d'une économie de marché n'exclut pas, voire nécessite, la protection des libertés politiques et des valeurs sociales.